

CHILI

Le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé le Chili à la fin du mois de février ont interrompu la forte reprise qui avait débuté au second semestre de 2009. La production a été gravement perturbée dans les zones les plus touchées. Toutefois, grâce aux efforts entrepris pour la reconstruction, la croissance économique devrait connaître une forte reprise au second semestre de 2010 et enregistrer un ralentissement par la suite, à mesure que l'expansion rapide due à la reconstruction s'essouffera et que la politique économique deviendra plus restrictive.

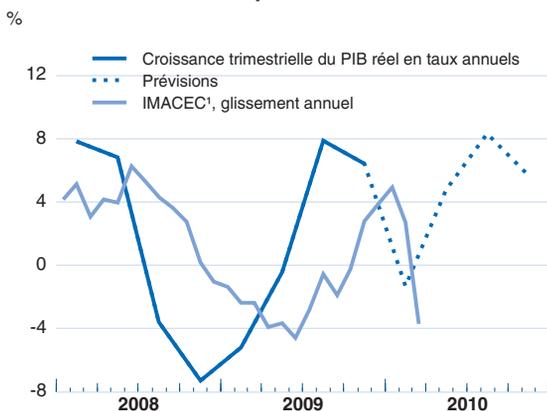
Étant donné sa situation budgétaire favorable, le Chili est bien placé pour financer ses efforts de reconstruction en combinant l'émission de titres de la dette publique, la vente d'actifs accumulés dans les fonds de stabilisation du cuivre et des augmentations modérées des taux d'imposition. La banque centrale devrait commencer à démanteler son programme de relance monétaire d'ici peu, à mesure que la reprise s'accéléralera. La date exacte de l'augmentation des taux d'intérêt dépendra aussi des effets plus ou moins marqués au Chili de la volatilité des marchés de capitaux observée en Europe début mai.

Le tremblement de terre a frappé le Chili au plus fort de la reprise

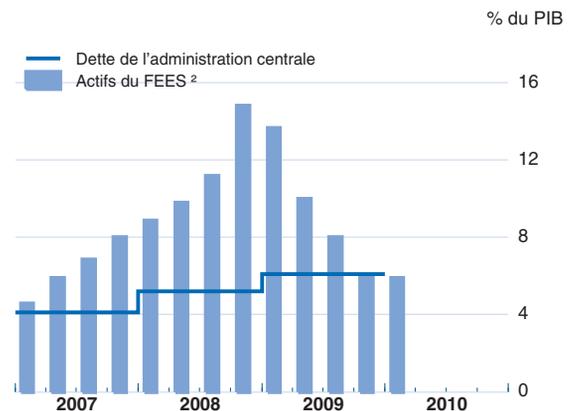
La croissance de la production enregistrait des taux d'environ 7 % lorsqu'un tremblement de terre et un tsunami ont frappé le Chili fin février. Le chômage était en train de diminuer après avoir fortement augmenté au cours de la récession, tandis que le taux d'inflation, qui avait été négatif pendant une grande partie de l'année 2009, était redevenu positif. Les régions les plus touchées représentent près du quart de la production industrielle et agricole. Il est probable que la production et les exportations en provenance de ces régions ont été gravement touchées. Cependant, les efforts de reconstruction devraient stimuler l'investissement privé et public au second semestre de cette année à mesure que les logements et infrastructures de transport détruits seront remis en état.

Chili

Le tremblement de terre va probablement interrompre la croissance



Le Chili a les moyens de financer la reconstruction



1. Indicator Mensual de Actividad Económica, indice mensuel de l'activité économique.
2. Fondo de Estabilización Económico y Social, fonds alimenté par les revenus du cuivre.

Source : Banque centrale du Chili ; ministère des Finances, Direction du budget.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932311422>

Chili : Demande, production et prix

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
	Prix courants milliards de CLP	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2003)				
Consommation privée	42 301.9	7.0	4.6	0.8	5.6	3.9
Consommation publique	8 200.5	7.1	0.5	6.8	5.4	4.3
Formation brute de capital fixe	14 805.2	11.2	18.6	-15.3	12.8	17.7
Demande intérieure finale	65 307.5	8.0	7.5	-2.8	7.3	7.3
Variation des stocks ¹	804.5	-0.4	0.2	-3.5	1.9	0.3
Demande intérieure totale	66 112.1	7.6	7.6	-5.9	9.2	7.6
Exportations de biens et services	35 619.4	7.6	3.1	-5.6	3.9	7.0
Importations de biens et services	23 900.8	14.5	12.2	-14.5	16.4	11.9
Exportations nettes ¹	11 718.5	-1.0	-2.6	3.4	-3.5	-1.2
PIB aux prix du marché	77 830.6	4.6	3.7	-1.5	4.1	5.3
Déflateur du PIB	—	5.5	0.3	4.2	8.0	4.8
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	4.4	8.7	0.4	1.4	3.3
Déflateur de la consommation privée	—	3.6	7.7	2.9	0.4	3.3
Taux de chômage	—	7.2	7.8	9.7	9.4	8.9
Solde de l'administration centrale ²	—	8.8	5.2	-4.4	-1.8	-1.6
Balance des opérations courantes ²	—	4.6	-1.9	2.8	0.2	-0.8

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 87.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932313569>

Le Chili est bien placé pour financer sa reconstruction

La reconstruction des infrastructures endommagées pourrait coûter près de 20 milliards USD (environ 10 % du PIB) dont près de la moitié devrait être financée par l'État, selon les estimations officielles. Étant donné la faiblesse de la dette publique, les actifs considérables accumulés dans le *Fondo de Estabilización Económica y Social* (FEES) ainsi que les taux d'imposition relativement faibles, le Chili est bien placé pour financer ses efforts de reconstruction. Malgré le coût de la reconstruction, le déficit budgétaire devrait diminuer progressivement à mesure que les recettes publiques enregistrent une forte hausse du fait de la reprise de la demande intérieure et du redressement considérable des prix du cuivre. Le gouvernement envisage par ailleurs d'instaurer des hausses d'impôts temporaires. La décision d'utiliser conjointement les augmentations d'impôts, l'émission de titres de la dette et les actifs accumulés dans les fonds souverains pour financer les coûts de reconstruction réduira les tensions sur le taux de change susceptibles d'être induites par la vente d'actifs libellés en dollars accumulés dans les fonds souverains afin de financer les dépenses publiques. Étant donné le coût de l'effort de reconstruction, l'orientation budgétaire devrait rester expansionniste jusqu'à ce que cette tâche soit pour l'essentiel accomplie.

La banque centrale devrait commencer à relever les taux à condition que les conditions restent favorables sur le marché

Des politiques budgétaire et monétaire fortement expansionnistes, des distorsions des chaînes d'approvisionnement et la destruction d'une partie du stock de capital sont susceptibles de donner lieu à une nouvelle augmentation du taux d'inflation. Le rythme des hausses de prix devrait s'accélérer et revenir à l'objectif de 3 % de la banque centrale vers la fin de

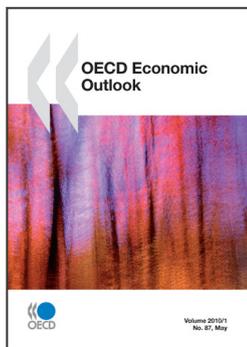
cette année. Aussi, la banque centrale pourrait commencer à relever les taux d'ici peu afin d'assurer un retour progressif à des taux neutres, à supposer que le Chili ne soit pas touché par la volatilité observée sur les marchés des capitaux début mai. Par ailleurs, il existe des risques d'inflation en amont, dans la mesure où la destruction d'infrastructures et les goulets d'étranglement éventuels dans le secteur de la construction dus aux besoins considérables dans ce domaine soumettent les prévisions d'inflation à un degré d'incertitude inhabituellement élevé.

Après un fort redressement, la croissance devrait se ralentir quelque peu

La forte reprise de la fin de l'année devrait être alimentée par l'investissement lié principalement à la reconstruction. Outre les efforts entrepris par le secteur public en matière de reconstruction, le gouvernement envisage d'accorder des subventions pour la réparation des logements endommagés. Le chômage, qui pourrait augmenter brièvement à la suite du séisme, devrait reprendre sa tendance à la baisse vers le second semestre de l'année. Les prix élevés du cuivre devraient stimuler les recettes d'exportation, mais aussi les bénéfices des entreprises minières étrangères et, par conséquent, les revenus des facteurs transférés à l'étranger. Les importations devraient fortement progresser parallèlement à la demande intérieure. De ce fait, le compte des opérations courantes devrait devenir déficitaire d'ici 2011.

Les risques qui pèsent sur les perspectives joueront dans les deux sens

La reprise pourrait être plus modérée que prévu si le redressement de l'économie mondiale était plus faible qu'escompté, si l'impact négatif du tremblement de terre sur l'activité était plus marqué et plus durable et si le délai nécessaire pour amorcer la reconstruction était plus long qu'anticipé. Inversement, la combinaison de politiques budgétaire et monétaire fortement expansionnistes avec une production potentielle moindre pourrait également aboutir à une surchauffe ayant pour effet de renforcer la croissance et l'inflation.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Chili », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-1-15-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.